

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2009 — 2742

[C - 2009/31386]

28 MAI 2009. — Arrêté 2009/139 relatif à l'agrément des services spécialisés en matière d'accessibilité de l'espace social aux personnes handicapées

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 3;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 20;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 21 janvier 2009;

Vu l'avis n° 46.147/4 du Conseil d'Etat donné le 1^{er} avril 2009 en application de l'art. 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'accessibilité de l'espace social aux personnes handicapées constitue un préalable indispensable à leur pleine participation à la société et qu'il y a lieu de préciser et d'objectiver cette accessibilité;

Sur la proposition de la Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux personnes handicapées;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales***Article 1^{er}.** L'arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Collège : le Collège de la Commission communautaire française;

2° Conseil consultatif : la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;

3° Administration : le Service bruxellois francophone des personnes handicapées de la Commission communautaire française;

4° Référentiel : le document qui fixe les critères d'accessibilité de l'espace social, notamment sur le plan technique, architectural, fonctionnel et comportemental;

5° Service agréé : l'association reconnue pour exercer les missions prévues à l'article 3;

6° Espace social : les établissements (bâtiments, immeubles d'habitation,...), les lieux ouverts au public (voiries, voies d'accès, abords, chantiers, parkings), les équipements publics (guichets, sièges, mobilier urbain, toilettes, salles de bain, cabines de douche, cabines d'essayage, chambres), les transports en commun et toutes les informations et les services (comprenant notamment les événements, les loisirs, la culture) à l'attention du public.

7° Accessibilité : toute mesure permettant aux personnes handicapées de participer de la manière la plus autonome possible à la vie sociale, économique et politique, sans différence de traitement par rapport aux personnes valides;

8° Agrément : la reconnaissance délivrée à un service en raison de sa compétence en matière d'accessibilité;

9° Certification : la procédure qui permet d'attester, dans des conditions d'impartialité et d'indépendance, de la conformité de l'espace social à un ensemble de caractéristiques préalablement fixées dans un référentiel;

10° Certificat : le document délivré par un service agréé qui atteste de la certification;

11° Membre du Collège : le Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux personnes handicapées.

CHAPITRE II. — *Missions***Art. 3.** Les services ont pour mission :

- de promouvoir l'application du référentiel aux espaces sociaux;
- de vérifier l'adéquation d'espaces sociaux aux critères du référentiel;
- d'émettre des avis (sur demande ou d'initiative) sur des textes légaux, des normes et/ou des pratiques en faveur de la mobilité et de l'accessibilité des personnes handicapées;
- de sensibiliser le grand public aux problèmes d'accessibilité que peuvent rencontrer les personnes handicapées;
- de soutenir et conseiller tout acteur public ou privé.

CHAPITRE III. — *De l'agrément***Art. 4.** Pour être agréé, un service qui remplit les missions définies à l'article 3 doit satisfaire aux conditions réglementaires suivantes :

- 1° être constitué sous forme d'association sans but lucratif;
- 2° faire état d'une expérience telle que prévue à l'article 5, 11° en matière d'accessibilité en Région bruxelloise;
- 3° avoir un projet de travail en réseau s'inscrivant dans une volonté de prise en compte de l'ensemble des types de déficience;
- 4° se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui lui incombent;
- 5° avoir un siège d'activité présentant des conditions suffisantes d'accessibilité;
- 6° se soumettre aux évaluations, aux visites et aux contrôles organisés par l'administration et lui fournir tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;
- 7° transmettre à l'administration, pour le 31 mai de l'exercice qui suit celui concerné, un rapport annuel d'activités qui contient au moins :
 - a) un relevé des missions effectuées au cours de l'année,

- b) les collaborations concrétisées dans le travail en réseau,
- c) un relevé des formations suivies par le personnel,
- d) un bilan général de l'année écoulée,
- e) les perspectives pour l'année suivante.

8° tenir une comptabilité par année civile;

9° s'engager à informer dans les quinze jours l'administration de toute modification relative aux conditions de son agrément.

Art. 5. La demande d'agrément doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration. Elle en accuse réception dans les dix jours.

La demande doit comporter les documents et les renseignements suivants :

1° le numéro d'entreprise de l'a.s.b.l.;

2° l'identité du responsable du service;

3° la dénomination du service, les adresses de son siège social et de son siège d'activité;

4° le type de déficience pour lequel est demandé l'agrément;

5° la description de ses activités actuelles ou en projet, la description des moyens qui seront mis en oeuvre pour accomplir ses missions et la date de demande de prise en cours de l'agrément sollicité;

6° une copie des plans des bâtiments occupés indiquant la destination et la superficie des locaux;

7° une déclaration sur l'honneur attestant que ses locaux sont accessibles;

8° la liste du personnel du service avec sa qualification, sa fonction et son régime de travail;

9° une attestation de l'Office National de Sécurité Sociale précisant qu'aucun retard de paiement des cotisations de sécurité sociale n'est constaté;

10° les conventions de partenariat éventuellement conclues en vue de la réalisation de missions du service;

11° les preuves de son expérience en matière d'accessibilité précisant pour quels types de déficience il est compétent. La justification de son expérience se base sur une ou plusieurs des références mentionnées ci-dessous :

— la liste des études, des avis, des conseils et des publications exécutés durant les cinq dernières années. Des attestations de bonne exécution et/ou des recommandations de tiers pourront éventuellement renforcer cette liste;

— une déclaration reprenant le matériel, l'équipement et le personnel spécialisé dont le service dispose reprenant, le cas échéant, les sous-traitants.

12° l'engagement de respecter le modèle de certificat prévu à l'article 14.

Art. 6. Si la demande d'agrément n'est pas complète, l'administration en informe le demandeur qui dispose d'un délai de trois mois pour compléter sa demande. A défaut, la demande est considérée comme caduque.

Art. 7. Après avis du Conseil consultatif donné dans un délai de 60 jours à dater de sa saisie, le Collège prend une décision qui est notifiée au demandeur par lettre recommandée. A défaut d'un avis donné dans le délai imparti, la procédure est poursuivie.

Art. 8. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans qui ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Cette durée est renouvelable conformément aux dispositions de l'article 9.

Par dérogation, le Collège peut exceptionnellement accorder un agrément pour une durée inférieure quand il souhaite que le respect des conditions d'agrément par un service soit vérifié par l'administration dans un délai plus court.

Art. 9. La demande de renouvellement d'agrément du service est introduite auprès de l'administration, au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

Le service demeure agréé jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

Les documents figurant au dossier originaire ne doivent pas être joints à la demande de renouvellement, pour autant qu'ils reflètent toujours fidèlement la situation à la date de la demande de renouvellement d'agrément.

Art. 10. Toute demande de modification d'agrément est introduite par le service auprès de l'administration. Cette demande précise et motive l'objet de la modification.

L'administration informe le service des éléments nécessaires à l'instruction de la demande. Cette demande est instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément.

Art. 11. Le service qui ne remplit plus une des conditions d'agrément en est averti par l'administration qui l'invite à se mettre en ordre.

Art. 12. Lorsque cette condition n'est pas respectée dans un délai de deux mois, une lettre recommandée de mise en demeure motivée est adressée au service.

Si après un délai d'un mois, les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, une notification de l'ouverture de la procédure de suspension ou de retrait d'agrément est adressée au service par lettre recommandée.

Le service dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, par l'administration qui fixe le jour et l'heure de l'audition.

Dans les trente jours qui suivent l'audition une proposition de maintien, de suspension ou de retrait d'agrément est soumise au Conseil consultatif qui rend un avis dans le mois de sa saisie. A défaut d'un avis donné dans le délai imparti, la procédure est poursuivie,

Le Collège statue dans les deux mois de la réception de cet avis.

La décision du Collège est notifiée par lettre recommandée au service.

CHAPITRE IV. — *De la certification et du certificat*

Art. 13. Sans préjudice des législations en vigueur, le Membre du Collège compétent fixe, par arrêté, le référentiel qui est obligatoirement appliqué dans toute certification par un service agréé.

Art. 14. Le Membre du Collège compétent fixe, par arrêté, le modèle du certificat en concertation avec les services agréés.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 15. Le Membre du Collège qui à la Politique d'Aide aux personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 28 mai 2009.

Par le Collège :

Le Président du Collège,
B.CEREXHE

Le Membre du Collège en charge de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées,
Mme E. HUYTEBROECK

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2742

[C - 2009/31386]

28 MEI 2009. — Besluit 2009/139 betreffende de erkenning van gespecialiseerde diensten op het gebied van toegang tot de maatschappelijke ruimte voor personen met een handicap

Het College van het Frans Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de maatschappelijke en professionele integratie van personen met een handicap, meer bepaald artikel 3;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, meer bepaald artikel 20;

Gelet op het advies van de Afdeling 'Personen met een handicap' van de Brusselse Franstalige adviserende raad voor Bijstand aan personen en Gezondheid, gegeven op 21 januari 2009;

Gelet op het advies nr. 46.147/4 van de Raad van State gegeven op 1 april 2009 in toepassing van art. 84, § 1, 1ste lid, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de toegankelijkheid van de maatschappelijke ruimte voor personen met een handicap een onmisbare voorwaarde is voor hun volle deelname aan de maatschappij en dat het nodig is deze toegankelijkheid te preciseren en te objectiveren;

Op voorstel van het Lid van het College belast met het beleid Bijstand aan personen met een handicap;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138.

Art. 2. Wat de toepassing van dit besluit betreft, verstaat men onder :

1° het College : het College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;

2° de Adviserende raad : de afdeling 'Personen met een handicap' van de Brusselse Franstalige adviserende raad voor Bijstand aan personen en Gezondheid;

3° de Administratie : de Brusselse Franstalige dienst voor personen met een handicap van de Franse gemeenschapscommissie;

4° referentieel : het document waarin de criteria worden vastgesteld voor de toegankelijkheid van de maatschappelijke ruimte, meer bepaald op technisch, architecturaal, functioneel en gedragsvlak;

5° erkende dienst : de erkende vereniging om de in artikel 3 voorziene opdrachten te vervullen;

6° maatschappelijke ruimte : de inrichtingen (gebouwen, woongebouwen,...), de plaatsen die voor het publiek toegankelijk zijn (de openbare weg, toegangswegen, directe omgeving, werven, parkeerruimtes), de openbare uitrustingen (loketten, zetels, stadsmeubilair, toiletten, badkamers, douchecellen, pashokjes, kamers), het openbaar vervoer en alle informatie en diensten (meer bepaald evenementen, vrijetijdsbesteding, cultuur) bestemd voor het publiek.

7° toegankelijkheid : alle maatregelen die de gehandicapte personen in staat stellen zo zelfstandig mogelijk aan het maatschappelijke, economische en politieke leven deel te nemen, zonder verschil van behandeling ten opzichte van valide personen;

8° erkenning : de erkenning die aan een dienst wordt afgeleverd vanwege zijn bevoegdheid op het gebied van toegankelijkheid;

9° certificering : de procedure aan de hand waarvan, in onpartijdige en onafhankelijke omstandigheden, getuigd kan worden dat de maatschappelijke ruimte conform is aan een aantal van tevoren in een referentieel bepaalde kenmerken;

10° getuigschrift : het door een erkende dienst afgeleverde document dat getuigt van de certificering;

11° Lid van het College : het Lid van het College belast met het Beleid Bijstand aan personen met een handicap.

HOOFDSTUK II. — *Opdrachten*

Art. 3. De diensten hebben volgende opdrachten :

- de bevordering van de toepassing van het referentieel op de maatschappelijke ruimten;
- de controle van de overeenstemming van de maatschappelijke ruimten met de criteria van het referentieel;
- adviezen uitbrengen (op verzoek of op initiatief) over wetteksten, normen en/of praktijken ten gunste van mobiliteit en toegankelijkheid van personen met een handicap;
- het grote publiek bewust maken voor de toegankelijkheidsproblemen die personen met een handicap kunnen ontmoeten;
- elke betrokkene, overheid of privé, steunen en adviseren.

HOOFDSTUK III. — *De erkenning*

Art. 4. Om erkend te zijn, moet een dienst die opdrachten vervult zoals gedefinieerd in artikel 3 tegemoetkomen aan volgende reglementaire voorwaarden :

- 1° samengesteld te zijn in de vorm van een vereniging zonder winstbejag;
- 2° kunnen getuigen van een ervaring zoals voorzien in artikel 5, 11° op het gebied van toegankelijkheid in het Brussels Gewest;
- 3° beschikken over een werkprogramma in een netwerk dat past bij de wil rekening te houden met het geheel van de soorten van deficiënties;
- 4° aansluiten op de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen waarnaar hij zich moet richten;
- 5° over een activiteitszetel beschikken waar voldoende toegangsvoorwaarden aanwezig zijn;
- 6° zich onderwerpen aan evaluaties, bezoeken en controles die door de administratie worden georganiseerd en alle verantwoordingsstukken kunnen voorleggen die vereist zijn voor de uitoefening van de controle;
- 7° tegen 31 mei van het volgende dienstjaar aan de administratie een jaarverslag van de activiteiten voorleggen waarin ten minste zijn opgenomen :
 1. een lijst van de in de loop van het jaar uitgevoerde opdrachten;
 2. de concrete samenwerkingen in de actie van het netwerk;
 3. een lijst van de door het personeel gevolgde opleidingen;
 4. een algemene balans van het afgelopen jaar;
 5. de vooruitzichten voor het komende jaar.
- 8° een boekhouding voor elk kalenderjaar bijhouden;
- 9° zich verbinden tot het verstrekken van informatie aan de administratie, binnen veertien dagen, over elke wijziging betreffende de voorwaarden van zijn erkenning.

Art. 5. Het verzoek om erkenning dient via aangetekend schrijven bij de administratie te worden ingediend. Deze stuurt binnen tien dagen een bericht van goede ontvangst.

Het verzoek dient volgende documenten en inlichtingen te omvatten :

- 1° het bedrijfsnummer van de v.z.w.;
- 2° de identiteit van de verantwoordelijke van de dienst;
- 3° de naam van de dienst, de adressen van zijn maatschappelijke zetel en van zijn activiteitszetel;
- 4° de soort van deficiëntie waarvoor de erkenning wordt gevraagd;
- 5° de beschrijving van de huidige of geplande activiteiten, de beschrijving van de middelen die gebruikt zullen worden om de opdrachten te volbrengen en de datum van het van kracht worden van de gevraagde erkenning;
- 6° een kopie van de plannen van de gebruikte gebouwen met aanduiding van de bestemming en de oppervlakte van de lokalen;
- 7° een verklaring op erewoord dat de lokalen toegankelijk zijn;
- 8° de lijst van het personeel van de dienst met de kwalificaties, de functies en het arbeidsregime;
- 9° een getuigschrift van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid waarin gepreciseerd wordt dat er geen enkele vertraging van de bijdragen voor sociale zekerheid werd vastgesteld;

10° de eventuele partnerschapsovereenkomsten die ondertekend werden met het oog op de uitvoering van de dienstopdrachten;

11° de bewijzen van ervaring op het gebied van toegankelijkheid met precisering van de soorten van deficiënties waarvoor de dienst bevoegd is. De verantwoording van de ervaring is gebaseerd op één of meer referenties :

— de lijst van de studies, adviezen, raadgevingen en publicaties die in de afgelopen vijf jaar werden uitgevoerd. Getuigschriften van goede uitvoering en/of aanbevelingen van derden kunnen deze lijst eventueel kracht bijzetten;

— een verklaring waarin is opgenomen het materiaal, de uitrusting en het gespecialiseerde personeel waarover de dienst beschikt met, zo nodig, de onderaannemers.

12° de verbintenis het model van getuigschrift, zoals bepaald in artikel 14, na te leven.

Art. 6. Indien de erkenningsaanvraag onvolledig is, dan licht de administratie de aanvrager hierover in, die over een termijn van drie maanden beschikt om zijn aanvraag aan te vullen. Bij gebrek, wordt het verzoek als ongeldig beschouwd.

Art. 7. Na advies van de Adviserende raad, gegeven binnen een termijn van 60 dagen na de aanhangigmaking, neemt het College een beslissing die per aangetekend schrijven aan de aanvrager wordt bekendgemaakt. Bij gebrek aan een binnen de toegestane termijn gegeven advies, wordt de procedure voortgezet.

Art. 8. Het College verleent de erkenning voor een duur van vijf jaar die niet vroeger mag ingaan dan de datum van de ontvangst van het verzoek;

Deze duur is verlengbaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 9.

Bij afwijking kan het College uitzonderlijk een erkenning toestaan voor een kortere duur wanneer het College wenst dat de naleving van de erkenningsvoorwaarden door een dienst in een kortere termijn door de administratie zou worden gecontroleerd.

Art. 9. De aanvraag voor de verlenging van de erkenning van de dienst wordt uiterlijk zes maanden vóór het aflopen van de door de vorige erkenningsbeslissing gedekte periode ingediend.

De dienst blijft erkend tot het College zich over de verlengingsaanvraag heeft uitgesproken.

De documenten die in het oorspronkelijke dossier voorkomen hoeven niet aan de verlengingsaanvraag te worden toegevoegd, voor zover ze steeds een trouwe weergave zijn van de situatie op de datum van de verlengingsaanvraag van de erkenning.

Art. 10. Elke aanvraag van wijziging van de erkenning wordt door de dienst bij de administratie ingediend. In deze aanvraag wordt de reden van de wijziging gepreciseerd en gemotiveerd.

De administratie licht de dienst in over de bestanddelen die nodig zijn voor de behandeling van de aanvraag. De aanvraag wordt behandeld volgens de regels die van toepassing zijn op de erkenningsaanvraag.

Art. 11. De dienst die één van de erkenningsvoorwaarden niet meer vervult, wordt hierover door de administratie ingelicht, en wordt verzocht orde op zaken te stellen.

Art. 12. Wanneer deze voorwaarde binnen een termijn van twee maanden niet nageleefd wordt, wordt er een met redenen omklede ingebrekenstelling per aangetekend schrijven aan de dienst gericht.

Indien de erkenningsvoorwaarden, na een termijn van een maand, nog steeds niet vervuld zijn, wordt er per aangetekend schrijven een bekendmaking van de opening van de schorsingsprocedure of van intrekking van de erkenning aan de dienst gericht.

De dienst beschikt over dertig dagen om een memorie in te dienen en op zijn verzoek door de administratie gehoord te worden, die de dag en het uur van de hoorzitting vaststelt.

Binnen dertig dagen volgend op de hoorzitting, wordt er een voorstel van behoud, schorsing of intrekking van de erkenning aan de Adviserende raad voorgelegd, die binnen een maand van de aanhangigmaking een advies uitbrengt. Bij gebrek aan een advies dat binnen de toegestane termijn wordt gegeven, wordt de procedure voortgezet.

Het College spreekt zich binnen twee maanden na de ontvangst van dit advies uit.

De beslissing van het College wordt per aangetekend schrijven aan de dienst bekendgemaakt.

HOOFDSTUK IV. — *Certificering en getuigschrift*

Art. 13. Zonder afbreuk te doen aan de van kracht zijnde wetgevingen, stelt het bevoegde Lid van het College per besluit het referentieel vast dat verplicht wordt toegepast voor elke certificering door een erkende dienst.

Art. 14. In overleg met de erkende diensten legt het bevoegde Collegelid per besluit het model van het getuigschrift vast

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Het Lid van het College dat bevoegd is voor het Beleid Bijstand aan personen met een handicap wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, 28 mei 2009.

Door het College :

De Voorzitter van het College,
B. CEREXHE

Het Lid van het College belast met het Beleid Bijstand aan gehandicapte personen,
Mevr. E. HUYTEBROECK